



Archives de sciences sociales des religions

148 | octobre-décembre 2009
Bulletin Bibliographique

Bérengère MASSIGNON, Des dieux et des fonctionnaires. Religions et laïcités face au défi de la construction européenne

Préface de Jean-Paul Willaime. Rennes. Presses Universitaires de Rennes, collection « Sciences des Religions », 2007, 364 p.

David Koussens



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/21165>
ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2009
Pagination : 75-342
ISBN : 978-2-7132-2218-4
ISSN : 0335-5985

Référence électronique

David Koussens, « Bérengère MASSIGNON, Des dieux et des fonctionnaires. Religions et laïcités face au défi de la construction européenne », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 148 | octobre-décembre 2009, document 148-89, mis en ligne le 03 juin 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/assr/21165>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Archives de sciences sociales des religions

Bérendère MASSIGNON, Des dieux et des fonctionnaires. Religions et laïcités face au défi de la construction européenne

Préface de Jean-Paul Willaime. Rennes. Presses Universitaires de Rennes, collection « Sciences des Religions », 2007, 364 p.

David Koussens

RÉFÉRENCE

Bérendère MASSIGNON, Des dieux et des fonctionnaires. Religions et laïcités face au défi de la construction européenne, Préface de Jean-Paul Willaime. Rennes. Presses Universitaires de Rennes, collection « Sciences des Religions », 2007, 364 p.

- 1 Dans un ouvrage très stimulant et qui se situe aux confluent de la sociologie et de la science politique, Bérendère Massignon produit une analyse riche des relations que l'Union européenne entretient avec les religions. S'appuyant sur une grosse recherche documentaire à la Cellule de prospective de la Commission européenne, ainsi que sur un nombre très important d'entrevues semi-directives avec des fonctionnaires européens et des groupes religieux et laïques présents à Bruxelles, l'auteure nous fait entrer au cœur même du processus de construction européenne, dans ce qu'elle qualifie de « laboratoire » – ce terme étant entendu en tant que « dispositif social qui produit, selon des normes propres, des connaissances et de l'innovation » (p.9) – qui préfigure « l'émergence de formes nouvelles de rapports entre le religieux et le politique en situation de modernité avancée » (p. 12).
- 2 La perspective de l'auteure est novatrice. Plutôt que d'adopter une approche juridique, elle a procédé à une analyse des archives de la Cellule de prospective de la Commission européenne afin de dégager les « relations « informelles, mais structurées » entre la

présidence de la Commission et les religions et humanistes » (p. 16) et ainsi mieux souligner les modalités spécifiques de gestion du religieux par les institutions européennes. Par ailleurs, son analyse appréhende l'émergence et le déploiement de nombreux lobbies religieux à Bruxelles afin de mieux retracer la « pluralisation croissante de la scène religieuse communautaire » (p. 17) et sa prise en compte par les instances communautaires.

- 3 Dans une première partie, B. Massignon évoque « la dynamique de pluralisation de la scène religieuse européenne transnationale » (p. 18) et son objectif est ici d'analyser les rapports que les religions et les humanistes peuvent avoir avec la construction européenne. L'auteure montre ici comment l'inscription des Églises, religions et humanistes dans la réalité communautaire suit des trajectoires différentes selon les groupes concernés mais aussi au sein d'un même groupe religieux. Elle détaille notamment comment diverses modalités de présence auprès des instances européennes peuvent se déployer au sein même du protestantisme et du catholicisme (pp. 27-59). Ainsi, pour l'auteure, « la dynamique d'institutionnalisation et d'européanisation des religions et des humanistes est plurielle » (p. 105). Mais malgré la pluralité des trajectoires adoptées, cette dynamique demande à chacun « de faire des compromis face aux exigences de la régulation politique imposée par le jeu européen, et dans une moindre mesure par les institutions européennes » (p. 307).
- 4 Dans la deuxième partie de l'ouvrage, par l'étude de la gestion de la pluralité religieuse par les institutions européennes, B. Massignon propose de montrer comment la mise en place de contacts entre les religions et les institutions communautaires, puis l'institutionnalisation de ces contacts, se sont traduites par une reconnaissance européenne de cette pluralité religieuse. Elle montre comment, sur la période 1982-2004, sous les diverses présidences de la Commission, les relations entre les religions et la Commission se sont institutionnalisées, mais aussi pluralisées, selon un « processus [qui n'est] ni linéaire, ni mécanique ; compte tenu de la nature informelle des relations Commission/religions, celles-ci dépendant autant des personnes que des circonstances » (p. 203).
- 5 Dans la troisième partie de l'ouvrage, B. Massignon propose « une réflexion sur les rapports entre religieux et politique en ultra-modernité, sur le rôle social du religieux dans une Europe pluraliste et sécularisée » (p. 304). Elle relève que, procédant à une « conjug[aison] de plusieurs héritages en matière de relations entre le religieux et le politique » (p. 308), « le modèle communautaire de gestion du religieux emprunte, sans s'y réduire, à différents types de relations Églises/État » (p. 308) et notamment au modèle des cultes reconnus, à la laïcité belgo-néerlandaise ainsi qu'à la laïcité française.
- 6 L'auteure dégage alors six caractéristiques du modèle de régulation du religieux qui émerge dans l'Union, ces six caractéristiques permettant d'évoquer l'existence d'une laïcité européenne. La première caractéristique découle du principe de subsidiarité, qui organise la répartition des compétences entre l'Union et les États membres et trouve son application dans le domaine religieux depuis l'adoption du Traité d'Amsterdam (p. 231). Les deuxième et troisième caractéristiques reviennent à reconnaître le rôle social positif des religions ainsi que leurs spécificités par rapport aux autres organisations de la société civile. Quatrièmement, la régulation du religieux se caractérise par une neutralité positive. Cette neutralité se traduit par une « incompétence en matière religieuse, au profit des États membres et [une] non ingérence dans les affaires des États membres », le « respect de l'autonomie des sphères » ainsi qu'une indépendance à l'égard des

différentes « conceptions de la vie bonne » qui coexistent dans la société, c'est-à-dire une « aconfessionnalité » des institutions européennes (p. 226-227). Une cinquième caractéristique serait celle de la reconnaissance du pluralisme confessionnel, qui découle de l'article 10 de la Charte, ce pluralisme étant étendu aux groupes philosophiques par des textes législatifs communautaires (p. 229). La sixième caractéristique implique que « la laïcité peut signifier sur le plan communautaire, plutôt que l'égalité *stricto sensu*, la non discrimination selon les convictions religieuses et philosophiques » (p. 228).

- 7 Sans parler de réelle politique publique religieuse de la Commission, l'auteure indique néanmoins qu'« à travers les liens Commission/religions, la cellule de prospective réalise une véritable régulation du religieux » (p. 310), qu'elle qualifie de « laïcité de médiation » en ce que la gestion du religieux « ne passe pas par des outils de régulation [mais] s'opère plutôt à travers une série de médiations sociétales informelles » (p. 311). Le type de laïcité qui se déploie dans l'Union reflète alors les transformations de la gouvernance politique et B. Massignon montre comment ce type de gouvernance reste inconnu dans la tradition française : « il existe une distance entre les cultures politiques communautaire et française » (p. 315). L'auteure termine en indiquant que ce type de laïcité, où la laïcité serait laïcisée, est marqué par « un échange de légitimité entre des institutions européennes, critiquées pour leur déficit démocratique, et des institutions religieuses, frappées par la sécularisation et la dérégulation du croire. Cet échange se fonde sur une affinité entre le politique et le religieux : la capacité à dire le global, à la fois restitution d'un horizon temporel (...) *transectorialité, articulation global-local* et lien entre une parole politique et un langage d'expert. Cette affinité rend possible une certaine porosité entre le religieux et le politique, sur fond de séparation des sphères entre État et Église, religieux et politique, religion et morale » (p. 318).